



---

**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE – DIVISION DE LA RESTAURATION ET DE  
L'HEBERGEMENT**

# **MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS DE CUISINE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**Accord-cadre 25F075**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Procédure	4
1.4. Forme	4
1.5. Durée	4
1.5.1. Durée de validité du marché	4
1.5.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande	4
1.6. Montants	5
1.7. Lieux d'exécution	5
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE</b>	<b>5</b>
3.1. Représentation des parties	5
3.1.1. Représentant de l'acheteur	5
3.1.2. Représentant du titulaire	6
3.1.3. Récusation	6
3.1.4. Formes des notifications entre les parties	6
3.2. Obligations du titulaire	6
3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil	6
3.2.2. Conformité aux normes	7
3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé	7
<b>ARTICLE 4 - PRIX</b>	<b>7</b>
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	7
4.1.1. Caractéristiques des prix	7
4.1.2. Prix forfaitaires	8
4.1.3. Prix unitaires et sur devis	8
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	9
4.3. Variation dans les prix	9
4.4. Moyens mis gratuitement à disposition du titulaire	10
<b>ARTICLE 5 - CLAUSES DE RÉEXAMEN</b>	<b>10</b>
5.1.1. Option 1 : fermeture d'un ou plusieurs sites de restauration	10
5.1.2. Option 2 : ouverture d'un nouveau site de restauration	11
<b>ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT</b>	<b>11</b>
6.1. Modalités de facturation	11
6.2. Mode de règlement	12
6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	12
6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	12
6.5. Présentation des demandes de paiement	12

6.6. Avance	13
6.7. Acomptes	13
<b>ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>14</b>
7.1. Désignation de sous-traitants	14
7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	14
<b>ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES</b>	<b>14</b>
8.1. Responsabilité	14
8.2. Assurances	15
<b>ARTICLE 9 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE</b>	<b>15</b>
9.1. Engagements environnementaux	15
9.2. Engagements sociaux	16
<b>ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>16</b>
10.1. Opérations de vérifications	16
10.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet	16
10.3. Transfert de propriété	17
10.4. Garantie	17
<b>ARTICLE 11 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS</b>	<b>17</b>
11.1. Délais d'exécution	17
11.1.1. Décompte des délais	17
11.1.2. Délais d'exécution des prestations	17
11.2. Pénalités	17
11.2.1. Dépassement des délais d'exécution	17
11.2.2. Autres pénalités	18
11.2.3. Modalités d'application des pénalités	19
<b>ARTICLE 12 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</b>	<b>19</b>
14.1. Obligation de confidentialité	20
14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et aux ressources informatiques	20
14.3. Protection des données à caractère personnel	21
<b>ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE</b>	<b>22</b>
15.1. Résiliation	22
15.2. Litiges	22
15.3. Langue	22
<b>ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL</b>	<b>24</b>

# ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

## 1.1. Objet

Le marché 25F075 a pour objet la maintenance préventive (entretien) et corrective (diagnostic, dépannage et réparation) des équipements de cuisine de l'Assemblée nationale.

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

## 1.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

## 1.3. Procédure

Le présent marché est passé selon une **procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## 1.4. Forme

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire comprenant des **prestations forfaitaires** et des **prestations à bons de commande**, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

La date de début d'exécution de la partie forfaitaire est fixée par ordre de service (OS).

NB : Les termes « marché » et « accord-cadre » sont employés indistinctement pour désigner l'accord-cadre.

## 1.5. Durée

### 1.5.1. *Durée de validité du marché*

Le marché est conclu pour une durée de **2 ans** à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement 2 fois par périodes consécutives de 1 an.

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché en est informé par lettre recommandée avec accusé réception au moins **3 mois** avant la date de la reconduction. La non-reconduction du marché n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire.

### 1.5.2. *Durée maximum d'exécution des bons de commande*

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité du marché. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

Les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Toutefois leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de **15 jours** la date de fin de validité du marché.

## 1.6. Montants

Le montant de la partie forfaitaire du marché est indiqué dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

La partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de **290 000 € TTC** sur sa durée totale.

## 1.7. Lieux d'exécution

Le marché est exécuté :

- dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique ;
- dans les locaux de l'acheteur aux adresses renseignées à l'article 2 du CCTP.

# ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES

---

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les pièces suivantes, **par ordre de priorité décroissante** :

- l'acte d'engagement (AE) du marché dûment complété, et ses annexes dont les annexes financières (bordereau des prix unitaires [BPU], la décomposition des postes forfaitaires [DPF]) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes (cadre de réponse technique,...) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande émis par le directeur de la Logistique parlementaire (DLP) ou son représentant.

Les exemplaires de ces documents conservés par l'Assemblée nationale font seuls foi.

# ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

---

## 3.1. Représentation des parties

### 3.1.1. Représentant de l'acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur de la Logistique ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par la cheffe de la division de la Restauration et de l'hébergement ou son représentant.

### **3.1.2. Représentant du titulaire**

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur, en particulier pour le suivi administratif du marché.

**Le titulaire désigne en outre un technicien qui constitue l'interlocuteur régulier et représentant technique du titulaire auprès du responsable de l'Assemblée nationale pour le suivi opérationnel du marché.**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de **2 jours ouvrés** à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

### **3.1.3. Récusation**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de **2 jours ouvrés**.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

### **3.1.4. Formes des notifications entre les parties**

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

## **3.2. Obligations du titulaire**

### **3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil**

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'Assemblée nationale informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'Assemblée nationale, dans les **8 jours calendaires** (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;

- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs l'Assemblée nationale, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

Il signale en outre les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

### **3.2.2. Conformité aux normes**

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé**

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : un extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- article D. 8254-2 : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement

## **ARTICLE 4 - PRIX**

---

### **4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués**

#### **4.1.1. Caractéristiques des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

**Le présent accord-cadre est traité :**

- **à prix forfaitaires pour la part forfaitaire ;**
- **à prix unitaires et sur devis pour la part à bons de commande.**

Les prix sont indiqués dans l'acte d'engagement y compris ses annexes.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au mois de janvier 2026.

#### ***4.1.2. Prix forfaitaires***

La part forfaitaire de l'accord-cadre comprend :

- les visites de maintenance préventive et les opérations de maintenance corrective (déplacement et main-d'œuvre) en jours et heures ouvrés ;
- les pièces détachées dans la limite de 250 euros hors taxes par pièce.

Les prix forfaitaires qui composent cette part forfaitaire sont détaillés dans la décomposition des postes forfaitaires (DPF) annexée à l'acte d'engagement.

#### ***4.1.3. Prix unitaires et sur devis***

La part à bons de commande de l'accord-cadre comprend :

- les interventions (déplacement et main-d'œuvre) en période d'astreinte, rémunérées sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement ;
- les pièces détachées dont le coût est supérieur à 250 euros hors taxes ainsi que les fluides et certains consommables, toutes remises déduites, rémunérées sur la base d'un devis préalablement accepté par l'Assemblée nationale. Ce devis précise le prix d'achat de chaque pièce auquel est appliqué le coefficient de revente renseigné par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Le coefficient de revente des pièces détachées, indiqué par le titulaire dans son BPU, correspond à la majoration applicable sur le prix d'achat des pièces par le titulaire. Il intègre les charges, les frais et marges pour risques et bénéfices du titulaire.

**Chaque devis mentionne systématiquement le prix d'achat de la pièce détachée et le coefficient de revente contractuel qui lui est appliqué. Il est accompagné de la preuve d'achat de ladite pièce détachée par le titulaire.**

La signature d'un devis par le directeur de la Logistique parlementaire vaut bon de commande. L'Assemblée nationale reste seule juge de l'opportunité d'émettre un bon de commande pour chaque devis qui lui est soumis.

**L'Assemblée nationale se réserve en outre la possibilité de se fournir auprès d'un autre prestataire en cas de désaccord sur le prix proposé pour une pièce, dans le cas où le prix HT proposé par ce prestataire serait inférieur de 20 % ou plus au prix HT proposé par le titulaire.**

Les pièces remplacées à la suite d'une casse utilisateur ou d'une utilisation non-conforme feront l'objet d'un devis dans les conditions fixées au présent article.



## 4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

## 4.3. Variation dans les prix

Les prix du marché sont révisables, y compris le seuil de remboursement des pièces détachées fournies par le titulaire, fixé à 250 € HT en début de marché.

Les prix sont révisés **annuellement** à compter de la date de notification de l'accord-cadre, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times \left( 0,65 \frac{\text{Indice } A_1}{\text{Indice } A_0} + 0,35 \frac{\text{Indice } B_1}{\text{Indice } B_0} \right)$$

Dans laquelle :

$P_1$  : prix révisé ;

$P_0$  : prix à la date d'établissement des prix (cf. article 4.1 ci-dessus) ;

$\text{Indice}_1$  : dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice au moment de la révision des prix ;

$\text{Indice}_0$  : valeur de l'indice à la date d'établissement des prix (cf. article 4.1 ci-dessus).

L'**Indice A** est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 (identifiant INSEE : 001565183).

L'**Indice B** est l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes (identifiant INSEE : 010764358).

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement est utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice est proposé au titulaire ; celui-ci a la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu est réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci peut proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale revient à l'acheteur, qui communique l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La **communication des prix révisés 15 jours avant la date de révision** des prix à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution, s'accompagne de celle de l'indice de révision sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés sont arrondis à la deuxième décimale.

#### 4.4. Moyens mis gratuitement à disposition du titulaire

Outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'exécution de ses prestations et son installation dans les conditions prévues dans le CCTP, l'Assemblée nationale fournit à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité, aux points de branchement indiqués par le directeur de la Logistique parlementaire ou son représentant.

### ARTICLE 5 - CLAUSES DE RÉEXAMEN

---

En application des dispositions prévues à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié par l'activation de l'option prévue à l'article 5.1.1 et/ou à l'article 5.1.2.

L'activation d'une option repose sur l'envoi au titulaire, par le pouvoir adjudicateur, d'un courrier avec accusé de réception précisant les modifications apportées aux documents contractuels.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

#### 5.1.1. Option 1 : fermeture d'un ou plusieurs sites de restauration

Le marché pourra être modifié (option 1), en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cas de fermeture, pour une durée supérieure à 5 mois consécutifs, d'un ou plusieurs sites de restauration ci-après mentionnés :

- le site de restauration situé au 233 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris (restaurant libre-service, cuisine centrale et annexes) ;
- le site de restauration parlementaire du 8<sup>ème</sup> étage du 101 rue de l'Université (cuisine d'envoi pour le restaurant parlementaire, bar, laverie et office) ;
- le site de restauration du 7<sup>ème</sup> étage du 101 rue de l'Université (cuisine centrale avec laverie, cuisine d'envoi et office, libre-service avec office).

Dans cette hypothèse, le montant du poste forfaitaire prévu à l'annexe financière de l'acte d'engagement pour la maintenance curative et préventive des équipements de cuisine (main-d'œuvre et pièces d'un montant unitaire inférieur à 250 € HT) du site concerné est déduit du prix forfaitaire global annuel du marché *prorata temporis* du temps de fermeture de ce site.

En conséquence, l'obligation de présence sur site des techniciens pour la réalisation de visites de maintenance préventive, telle que prévue à l'article 5.2 du CCTP, est réduite en proportion de la part du poste forfaitaire du site fermé dans le prix forfaitaire annuel global. La nouvelle durée de présence sur site du technicien pour les visites de maintenance préventive est arrondie à la demi-journée.

Les autres conditions d'exécution du marché ne peuvent être modifiées que si elles sont indispensables à l'application de la présente option, et dans la stricte proportion de ce qui est nécessaire. Les autres conditions d'exécution du marché restent inchangées.

L'activation de la présente option est sans incidence sur le montant maximum du marché.

Cette option peut être activée à plusieurs reprises dès que les conditions qu'elle fixe sont remplies.

### 5.1.2. Option 2 : ouverture d'un nouveau site de restauration

Le marché pourra être modifié (option 2), en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cas d'ouverture ou de réouverture d'un site de restauration (cafeteria, libre-service, restaurant, etc.) comportant des équipements de cuisine dont la maintenance – préventive et curative – ne relève pas de la responsabilité du constructeur.

Dans cette hypothèse, sur la base d'un état des lieux établi conjointement par le titulaire et le pouvoir adjudicateur détaillant les matériels du nouveau site à intégrer au périmètre du marché et précisant leur date de mise en service et, le cas échéant, de couverture par une garantie « constructeur », un nouveau poste forfaitaire est intégré à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché pour la maintenance préventive et corrective de ces équipements.

En conséquence, l'obligation de présence sur site des techniciens pour la réalisation de visites de maintenance préventive, telle que prévue à l'article 5.2 du CCTP, est augmentée en proportion de la part du nouveau poste forfaitaire du site ouvert dans le prix forfaitaire annuel global. La nouvelle durée de présence sur site du technicien pour les visites de maintenance préventive est arrondie à la demi-journée.

Le prix du nouveau poste forfaitaire doit être fixé en cohérence avec les autres prestations du marché.

Les autres conditions d'exécution du marché ne peuvent être modifiées que si elles sont indispensables à l'application de la présente option, et dans la stricte proportion de ce qui est nécessaire. Les autres conditions d'exécution du marché restent inchangées.

La création de ce nouveau poste forfaitaire est sans incidence sur le montant maximum du marché.

Cette option peut être activée à plusieurs reprises dès que les conditions qu'elle fixe sont remplies.

## ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

---

### 6.1. Modalités de facturation

Les prestations forfaitaires sont facturées **mensuellement**, à terme échu, par application au *pro rata temporis* du prix forfaitaire annuel indiqué dans l'acte d'engagement du marché.

Les prestations à bons de commande exécutées sont payées **au fur et à mesure**, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation des factures.

Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence du marché (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;

- la demande d'intervention (DI) concernée ;
- la nature et la quantité des fournitures ou prestations commandées ;
- le montant forfaitaire des prestations ou le prix unitaire HT de chaque fourniture ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le montant total TTC des fournitures livrées ou des prestations exécutées ;
- le nom du service destinataire (Direction de la Logistique parlementaire) ;
- la date et l'adresse de l'exécution.

## **6.2. Mode de règlement**

Le règlement est effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

## **6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances**

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

## **6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

## **6.5. Présentation des demandes de paiement**

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.**

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.**

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché peut être résilié.

## **6.6. Avance**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 %, ou, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, à 30 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance intervient dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché (ou à 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

## **6.7. Acomptes**

Conformément à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, toutes les prestations, qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (ou du bon de commande) ouvrent droit à acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Sur sa demande écrite, et après attestation par la personne chargée de constater l'avancement des prestations, le titulaire a le droit dans les conditions prévues aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique et 11.2 du CCAG-FCS au versement d'acomptes.

## **ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE**

---

### **7.1. Désignation de sous-traitants**

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4<sup>1</sup> (dans la dernière version en vigueur) dûment renseigné et signé ou tout document équivalent ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
4. Attestation d'assurance ;
5. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

**La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :**

**[movensgeneraux@assemblee-nationale.fr](mailto:movensgeneraux@assemblee-nationale.fr)**

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### **7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

## **ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

### **8.1. Responsabilité**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

---

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

## **8.2. Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

# **ARTICLE 9 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

---

## **9.1. Engagements environnementaux**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Critair de niveau 1 et 2 (y compris véhicules électriques et hydrogène).

Les véhicules légers (PTAC  $\leq$  3,5 t) utilisés ont un seuil d'émissions de CO<sub>2</sub> de 113 g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations sont exécutées, autant que faire se peut, à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;

- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant au minimum le standard EURO 5 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L. 1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

## **9.2. Engagements sociaux**

Il est souhaité que le titulaire mette en place, dans le cadre de l'exécution du marché et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail.

# **ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

## **10.1. Opérations de vérifications**

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution.

Le délai imparti au service en charge du suivi opérationnel de l'exécution pour procéder aux opérations de vérification est de **2 mois** à compter de la date de livraison du dernier livrable ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les responsables du service susmentionné peuvent contrôler à tout moment la qualité des prestations exécutées à l'aide d'un organisme extérieur spécialisé. Ils peuvent également contrôler les prix et la qualité des pièces de rechange utilisées par le titulaire, au vu des catalogues des fournisseurs et des factures acquittées par le titulaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas nécessairement convoqué aux opérations de vérification.

## **10.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de **2 mois** à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.



### 10.3. Transfert de propriété

L'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'Assemblée nationale entraîne le transfert de leur propriété.

Le transfert des droits (cession/concession) des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle fait suite à l'admission des prestations livrées.

### 10.4. Garantie

Le titulaire ne propose que des matériels dont il s'engage à assurer ou à faire assurer la maintenance pendant toute la durée d'exécution du marché à compter de leur livraison.

Les équipements matériels acquis dans le cadre du présent marché bénéficient d'une garantie « standard constructeur », qu'il revient au titulaire de faire jouer, pour une durée de **24 mois** à compter du jour de remplacement de la pièce par le technicien.

Le contenu de la garantie standard est précisé dans l'offre du titulaire du marché.

Il comprend *a minima*, la remise en état de fonctionnement et le remplacement aux frais du titulaire du matériel défectueux (frais de conditionnement, d'emballage, transport), exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Assemblée nationale.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'Assemblée nationale un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

## ARTICLE 11 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

### 11.1. Délais d'exécution

#### 11.1.1. Décompte des délais

Il est fait application des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG- FCS.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

#### 11.1.2. Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à l'article 4 du CCTP.

### 11.2. Pénalités

#### 11.2.1. Dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités de retard définies ci-dessous.

- Pénalités pour retard dans le délai d'intervention (article 4.1 du CCTP)

En cas de non-respect des délais d'intervention, en heures ouvrées comme en dehors des heures ouvrées, définis à l'article 4.1. du CCTP, le titulaire encourt une pénalité :

- de 50 € pour la première heure de retard ;
- de 100 € par heure de retard entre la deuxième et la quatrième heures de retard ;
- de 150 € par heure de retard au-delà de la quatrième heure de retard.

➤ Pénalité pour retard dans le délai de dépannage (article 4.2 du CCTP)

En cas de non-respect des délais de dépannages définis à l'article 4.2 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité :

- de 50 € pour la première heure de retard ;
- de 100 € par heure de retard entre la deuxième et la quatrième heures de retard ;
- de 150 € par heure de retard au-delà de la quatrième heure de retard.

➤ Pénalité pour retard dans le délai de réparation (article 4.3 du CCTP)

En cas de non-respect du délai total de réparation défini à l'article 4.3 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité

- de 50 € par heure de retard.

➤ Pénalités pour retard dans la transmission des rapports de maintenance et d'intervention (articles 3.2.3 et 3.3.4 du CCTP)

En cas de non renseignement des rapports de maintenance préventive ou d'intervention corrective visés aux articles 3.2.3 et 3.3.4 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité :

- de 50 € par jour de retard.

➤ Pénalité pour retard dans la transmission des coordonnées

En cas de retard dans les délais de transmission des coordonnées des techniciens ou interlocuteurs pour l'exécution du marché, y compris s'agissant du numéro du service d'astreinte, le titulaire encourt une pénalité

- de 50 € par jour de retard.

### ***11.2.2. Autres pénalités***

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes.

<b>Manquement à l'obligation</b>	<b>Unité</b>	<b>Montant de la pénalité</b>
Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets en application des dispositions de l'article 20.4 du CCAG-FCS	Par jour calendaire jusqu'à régularisation	200 €

Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	Par cas constaté à partir du 3 <sup>e</sup> cas constaté	500 €
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	Par jour calendaire jusqu'à régularisation	200 €
Manquement à la protection des données à caractère personnel	Par cas constaté	1 000 €
Manquement aux obligations de confidentialité	Par cas constaté	1 000 €
Non-déclaration d'un sous-traitant	Par cas constaté	3 000 €

### ***11.2.3. Modalités d'application des pénalités***

Les pénalités sont cumulables. L'Assemblée nationale se réserve la possibilité de les appliquer mensuellement ou trimestriellement. En tout état de cause, le montant des pénalités sur une année civile ne pourra excéder 30 % du montant des prestations forfaitaires annuelles.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

## **ARTICLE 12 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat ou sur le bon de commande, l'Assemblée nationale se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant.

## **ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

## **ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions qui suivent par ses personnels, préposés, mais également par tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

### **14.1. Obligation de confidentialité**

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution du marché, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant au marché, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel. L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sont la propriété exclusive de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

### **14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et aux ressources informatiques**

L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

Par « ressources informatiques », sont inclus notamment :

- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites de l'Assemblée nationale constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de l'Assemblée nationale.

L'autorisation d'accès est délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent pour l'Assemblée nationale. Il est fait obligation au titulaire de fournir à l'Assemblée nationale :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Le badge, lorsque l'accès aux locaux est physique, doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de quatre (4) jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Assemblée nationale la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires.

### **14.3. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe « RGPD » du présent document.

## **ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE**

---

### **15.1. Résiliation**

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;
- des défaillances répétées dans l'exécution des prestations du marché.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

### **15.2. Litiges**

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

### **15.3. Langue**

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en français.

## **ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Le présent document déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

- Les articles 3.1.2 et 3.1.3 dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG ;
- L'article 4.1.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG ;
- L'article 8.2 déroge à l'article 9 du CCAG ;
- L'article 10.1 déroge aux articles 27.1, 27.3 et 28 du CCAG ;
- L'article 10.2 déroge à l'article 30.1 du CCAG ;

- Les articles 11.2.1, 11.2.2 et 11.2.3 dérogent à l'article 14 du CCAG.

## **ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

---

L'annexe fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.